Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

projets exposés dans le programme de forage que le gouvernement avait sanctionné.

Les puits proposés ont été dénombrés en vertu d'une loi adoptée par le gouvernement libéral de l'époque, d'après laquelle on pouvait encourager les compagnies canadiennes à amodier—en se servant de leurs profits—les concessions pétrolifères louées à bail à d'autres compagnies. En l'occurrence, c'était Mobil Oil qui exerçait son activité au large de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et elle pouvait ainsi sous-louer les droits de forage qu'elle avait obtenus du gouvernement fédéral à d'autres compagnies, comme Husky-Bow Valley. En d'autres mots, la concession serait sous-louée, mais, en échange, il arrivait souvent que Mobil Oil et d'autres compagnies qui accordaient la sous-location ou le contrat d'amodiation exigent que leurs sous-locataires creusent d'autres puits, en plus de ceux qu'ils avaient été autorisés à exploiter.

Dans le cas du contrat de sous-location entre la Husky Oil et la Mobil Oil, le forage de puits supplémentaires était au nombre des conditions du contrat d'amodiation de la concession pétrolifère. La société Husky-Bow Valley a accepté ces exigences, mais elle voulait avoir le droit de ne pas forer ces autres puits si à la suite du forage des premiers puits on avait tout lieu de croire qu'il n'y avait ni pétrole ni gaz dans ces régions, même si ces autres forages pouvaient être financés à 80 p. 100 par le gouvernement. Selon moi, cette disposition était avantageuse pour le gouvernement et les Canadiens, car ainsi les entreprises n'entreprendraient pas des forages improductifs.

D'autres entreprises qui accordaient ces droits de sous-location demandaient que d'autres puits soient forés, même si les premiers forages laissaient supposer qu'il n'y avait probablement ni gaz ni pétrole.

En vertu des règlements mis en œuvre par le gouvernement après la signature de l'Accord de l'Ouest, les entreprises qui avaient signé un accord leur permettant de ne pas avoir à forer d'autres puits, à moins que les premiers forages aient été encourageants, ont été pénalisées. Puisqu'elles ne s'engageaient pas d'une façon définitive à forer, le gouvernement leur a dit qu'elles n'étaient pas admissibles au programme d'encouragement du secteur pétrolier. En somme, des entreprises qui agissaient en partenaire commercial digne de ce nom étaient pénalisées et défavorisées aux termes de ce programme. Ce fut le cas pour la société Husky-Bow Valley. Celle-ci avait présenté un programme de forage de façon régulière. Elle se montrait disposée à entreprendre des travaux au large de la côte est. Pour prouver ses bonnes intentions, elle avait même dépensé 430 millions pour établir deux plates-formes de forage.

En outre, le gouvernement a indiqué qu'aucun frais visé par une pénalité ne serait admissible aux subventions prévues dans le programme. Cette disposition concerne les sociétés, notamment Petro-Canada, à qui on avait octroyé des droits, pour l'exploitation d'un puits donné par l'intermédiaire d'un consortium et ce, aux termes de la disposition concernant la rétro-participation ou l'exploitation des terres de la Couronne. Cette disposition permettait à Petro-Canada d'obtenir 25 p. 100 des droits de forage dans l'exploration et la production d'un puits donné. Si Petro-Canada quittait le consortium, le nouvel associé ou ceux qui restaient et qui auraient pu obtenir

les 25 p. 100, n'étaient pas admissibles aux subventions prévues dans le programme. En somme, les autres associés ou le nouvel associé sont traités injustement.

Le gouvernement demande à des entreprises en difficultés financières surtout à un moment où les prix du pétrole ont chuté, d'acquiescer à une nouvelle participation de 25 p. 100 sans aide du gouvernement fédéral sauf les 10 p. 100 prévus dans le projet de loi. On imagine difficilement que les règles puissent être changées rétroactivement.

Revenons au cas de la Husky-Bow Valley. Au moment de l'Accord de l'Ouest, la société pouvait entreprendre de forer 10 puits supplémentaires admissibles au programme d'encouragement du secteur pétrolier. Ces puits devaient être forés en 1986 et en 1987. La compagnie possédait deux plates-formes de forage qui lui permettaient de forer un nombre limité de puits à la fois. Si elle n'avait pas utilisé ces plates-formes d'une valeur de 430 millions de dollars, elle aurait dû en louer d'autres qui lui auraient coûté des millions de dollars et elle n'aurait pas pu rentabiliser l'investissement que ses plates-formes représentaient. Elle voulait donc utiliser ses propres capitaux pour forer des puits qu'elle avait acquis en son nom et au nom des Canadiens.

Le gouvernement a encore aggravé la situation en déclarant que les subventions d'encouragement au secteur pétrolier ne sont offertes que pour le premier terme, à savoir depuis la signature de l'Accord de l'Ouest, il y a un an, jusqu'à la fin de mars 1986. Étant donné que Husky-Bow Valley devrait forcément espacer ses activités de forage si elle n'utilisait que ses propres plates-formes, il est donc hors de question qu'elle parvienne à forer ses 10 puits avec le matériel qu'elle possède. C'est ce qu'a fait le gouvernement tout en étant parfaitement au courant du programme de forage de la société Husky-Bow Valley car celle-ci l'avait déposé en 1983 comme elle y était tenue. On peut imaginer, monsieur le Président, l'inquiétude d'une compagnie qui dépense 430 millions de dollars, se propose de forer dix puits pour justifier ses investissements et découvre ensuite qu'elle ne peut plus forer ces puits.

● (1240)

La compagnie a immédiatement entrepris des démarches auprès du gouvernement fédéral au sujet du forage de ces dix puits. À l'automne de 1985, elle a des entretiens au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministère des Finances—et le ministre des Finances (M. Wilson) est ici aujourd'hui—et on lui demande alors si elle veut bien accepter de forer sept puits. La société a bien voulu alors accepter la proposition sur les instances du gouvernement fédéral. Elle a consenti à réduire le nombre de forage de dix à sept puits. Je trouve que la société Husky-Bow Valley a fait preuve là d'une attitude magnanime, après même avoir cru pouvoir récupérer ses frais grâce au forage de sept puits au lieu de dix.

Puis, en janvier dernier, le ministre des Finances a fait savoir au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources que le gouvernement ne pouvait pas permettre à Husky-Bow Valley de forer sept puits, de sorte que des modifications ont été apportées au règlement d'exécution du projet de loi C-85. Mais personne n'a pu prendre connaissance du règlement. Personne ne sait quelle en est la teneur. Un certain règlement a été communiqué à Husky-Bow Valley et aux membres de l'industrie, mais personne ne l'a jamais vu en entier. Personne ne sait exactement ce qu'il va être.